

PIERRE BOURDIEU

*Remarques
à propos de la valeur scientifique
et des effets politiques
des enquêtes d'opinion*

Pour commencer, un paradoxe : il est remarquable que les mêmes qui regardent avec soupçon les sciences sociales, et, entre toutes, la sociologie accueillent avec empressement les sondages d'opinion — qui en sont une forme et, il faut le dire, souvent rudimentaire — pour des raisons qui ne tiennent pas du tout à la qualité des personnes chargées de les concevoir, de les réaliser et de les analyser, mais qui sont liées aux contraintes de la commande et aux pressions de l'urgence.

Le sondage répond à l'idée commune de la science : il donne aux questions que « tout le monde se pose » — tout le monde ou, du moins, le petit monde de ceux qui peuvent financer des sondages, directeurs de journaux ou d'hebdomadaires, hommes politiques ou chefs d'entreprises — des réponses *rapides*, simples et chiffrées, faciles à comprendre et à commenter. Or, en ces matières plus encore qu'ailleurs, « les vérités premières sont des erreurs premières » et les vrais problèmes des éditorialistes et des commentateurs politiques sont souvent des faux problèmes que l'analyse scientifique doit détruire pour construire son objet. Cette mise en question des questions premières, les institutions de recherche commerciales n'ont pas les moyens, et d'abord le temps, de l'accomplir et, le pourraient-elles, qu'elles n'y ont sans doute pas intérêt, en l'état actuel du marché et de l'information des demandeurs d'enquête. C'est pourquoi elles se contentent le plus souvent de traduire en questions conformes les problèmes que se pose le client.

Mais une pratique qui pose les questions comme le client se les pose n'est-elle pas la forme accomplie de la science « neutre », de la

science sans savant qu'appelle le « bon sens » positiviste ? (Une parenthèse pour apporter une nuance : il arrive que les questions premières, quand elles s'inspirent de connaissances et de préoccupations *pratiques*, comme celles qu'introduisent les enquêtes de marché, apportent, à condition d'être réinterprétées en fonction d'une problématique théorique, des informations de première valeur, supérieures, souvent, à celles que suscitent les interrogations plus prétentieuses des demi-savants.) La *science sans savant* de l'idéal positiviste réalise, dans les rapports entre les fractions dominantes et les fractions dominées, l'équivalent de ce qu'est, à une autre échelle, le rêve d'une « bourgeoisie sans prolétariat ». Le succès de toutes les métaphores qui portent à concevoir l'enquête comme un pur enregistrement mécanique, « baromètre », « photographie », « radiographie », et les commandes que les responsables politiques *de tous les bords*, ignorant les institutions de recherche financées par l'Etat, continuent d'adresser aux entreprises privées de recherche attestent cette attente profonde d'une science sur commande et sur mesure, d'une science sans ces hypothèses qui sont volontiers perçues comme des présupposés, voire des préjugés, et ces théories dont on sait qu'elles n'ont pas bonne presse.

Ce qui est en jeu, on le voit, c'est l'existence d'une science du monde social capable d'affirmer son autonomie face à tous les pouvoirs : l'histoire des arts visuels le montre, les artistes ont dû lutter pendant des siècles pour s'affranchir de la commande et imposer leurs propres intentions, celles qui se définissaient dans la concurrence au sein du monde des artistes, d'abord dans la manière, l'exécution, la forme, bref, tout ce qui dépend en propre de l'artiste, puis dans le choix de l'objet lui-même. Et de même les savants qui s'occupent du monde physique et biologique. La conquête de l'autonomie est évidemment infiniment plus difficile, donc plus lente, dans le cas des sciences du monde social qui doivent arracher chacun de leurs problèmes aux pressions de la commande et aux séductions de la demande : celles-ci ne sont jamais aussi insidieuses que lorsqu'elles opèrent à travers les mécanismes impersonnels d'un fonctionnement social qui ne laisse pas le temps de se reprendre, de récapituler les acquis, de raffermir les techniques et les méthodes, de redéfinir les problèmes, en suspendant le premier mouvement, qui est de les accepter, parce qu'ils trouvent une complicité immédiate dans les interrogations vagues et confuses de la pratique quotidienne.

Et puis, pourquoi ceux qui, pour faire fonctionner leur entreprise, doivent vendre des produits rapidement ficelés et habilement ajustés au goût des commanditaires seraient-ils plus royalistes que le consom-

mateur roi ? Et comment le pourraient-ils ? Ils ont leurs échantillons bien testés, leurs équipes d'enquêteurs bien rodées, leurs programmes d'analyse éprouvés. Il ne leur reste plus, en chaque cas, qu'à chercher à savoir ce que le client veut savoir, c'est-à-dire ce qu'il veut voir chercher ou, mieux, voir trouver. A supposer qu'ils puissent trouver ce qu'ils pensent être la vérité, auraient-ils intérêt à la dire à l'homme politique anxieux de réélection, au chef d'entreprise en perte de vitesse, au directeur de journal plus avide de sensations que d'informations, s'ils sont tant soit peu soucieux de garder leur clientèle ? Et cela au moment même où ils doivent compter avec la concurrence des nouveaux marchands d'illusion qui font aujourd'hui fureur auprès des directeurs commerciaux et des responsables des relations publiques : retrouvant l'art ancestral des cartomaneiennes, chiromaneiennes et autres voyantes extralucides, ces vendeurs de produits scientifiques dégriffés qui retraduisent dans un langage vaguement psychologique, et toujours très proche de l'intuition ordinaire (« viveurs », « défricheurs », « décalés » ou « aventuriers »...), des « styles de vie » très mystérieusement établis, sont passés maîtres dans l'art de renvoyer à leurs clients des réponses de complaisance parées de toute la magie d'une méthodologie et d'une terminologie d'allure hautement scientifique. Comment et pourquoi travailleraient-ils à poser et à imposer des problèmes propres à décevoir ou à choquer alors qu'il leur suffit de se laisser aller aux inclinations de la sociologie spontanée — que la communauté scientifique n'aura sans doute jamais fini de combattre en elle-même — pour satisfaire leurs clients en produisant des réponses à des problèmes qui ne se posent qu'à ceux qui leur demandent de les poser et qui, bien souvent, ne se posaient pas aux enquêtés avant qu'on les leur impose ? Il est clair qu'ils n'ont pas intérêt à dire à leurs clients que leurs questions sont sans intérêt ou, pire, sans objet. Et il leur faudrait beaucoup de vertu ou de foi dans la science pour refuser de conduire une enquête sur « l'image des pays arabes », sachant qu'un concurrent moins scrupuleux s'en emparera, et cela lors même qu'ils présument qu'elle ne fera que saisir, d'ailleurs fort mal, les dispositions à l'égard des immigrés. En ce cas, l'enquête mesurera au moins quelque chose, mais qui n'est pas ce que l'on croit mesurer ; en d'autres cas, elle ne mesurera rien que l'effet exercé par l'instrument de mesure : c'est le cas toutes les fois que l'enquêteur impose aux enquêtés une problématique qui n'est pas la leur — ce qui ne les empêchera pas d'y répondre malgré tout, par soumission, par indifférence ou par prétention, faisant ainsi disparaître le seul problème intéressant, la question des déterminants économiques et culturels

de la capacité de poser le problème comme tel, capacité qui, dans l'ordre de la politique, définit une des dimensions fondamentales de la compétence spécifique.

Il faudrait recenser, non dans une intention naïvement polémique, mais pour travailler à les contrarier, et à les annuler, les effets tout à fait funestes, du point de vue de la science, que les contraintes du marché exercent sur la pratique des instituts de sondage. J'évoquerai seulement, pour essayer de l'exorciser, le souvenir de ce ministre de l'éducation nationale qui, autour des années 80, demandait à trois instituts de sondage différents d'analyser les attitudes des enseignants des trois ordres d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur), obtenant ainsi trois enquêtes parfaitement incomparables, tant dans les procédures d'échantillonnage que dans les questions posées, et faisant ainsi disparaître tout ce que, *seule*, la comparaison aurait pu établir à propos de *chacune des populations considérées*. Et pour qu'on mesure bien toute l'horreur de la chose, j'ajouterai que cette enquête a coûté à l'Etat à peu près dix fois le budget annuel d'un laboratoire de sociologie du CNRS et de l'Ecole des hautes études spécialisé dans la sociologie de l'éducation qui, s'il avait été seulement consulté, aurait pu éviter ces *erreurs* et investir (gratuitement) dans l'élaboration du questionnaire et du programme d'analyse un capital d'acquis théoriques et empiriques que des bureaux d'études privés ne peuvent évidemment pas mobiliser, étant donné la diversité des domaines auxquels ils s'appliquent, et les conditions d'urgence, propres à interdire pratiquement toute cumulation, dans lesquelles ils travaillent.

Les effets de la « main invisible » du marché qui s'exercent tant dans l'analyse que dans la recollection des données — on sait par exemple qu'il est plus facile d'obtenir des clients qu'ils financent des questions directement intéressantes à leurs yeux que des questions propres à fournir des informations indispensables à l'*explication* des réponses — se conjuguent avec l'absence de la réserve de personnel affranchi des urgences de la demande immédiate et doté d'un capital commun de ressources théoriques et techniques qui pourrait assurer la cumulation des acquis (ne fût-ce que par l'archivage méthodique des enquêtes antérieures) pour favoriser un usage *descriptif* de l'enquête — celui-là même qu'appellent inconsciemment les demandeurs. Ce qui n'empêche pas les plus intrépides de ceux que j'appelle, avec Platon, les doxosopbes, de proposer des explications qui vont bien au-delà des limites inscrites dans le système des facteurs explicatifs — peu nombreux et souvent mal mesurés — dont ils disposent. Chacun peut les voir, dans les soirées électorales, fournir au pied

levé des explications et des interprétations auxquelles la mauvaise foi des hommes politiques peut seule donner un air de profondeur et d'objectivité. Je ne donnerai pour exemple que les explications qui ont été proposées pour rendre compte du déclin du Parti communiste et qui n'ont fait à peu près aucune place à des changements structuraux aussi importants que la généralisation de l'accès à l'enseignement secondaire et le déclassement structural lié à la dévalorisation corrélative des titres scolaires dont il est clair qu'ils ont exercé des effets déterminants sur les dispositions à l'égard de la politique.

Je m'apprêtais à arrêter ici, par égard pour l'hospitalité qui m'est accordée, mon analyse des limites scientifiques inhérentes au fonctionnement des institutions de recherche commerciale, quand j'ai lu le texte d'Alain Lancelot qui clôture, couronne et conclut le florilège SOFRES de 1984 : dans cette « réponse » à une sorte d'amalgame pâteux des objections adressées aux sondages, je reconnais l'intention — souvent assez mal intentionnée — de me répondre, mais je ne reconnais pas mes objections, qui touchent — de là sans doute le malentendu — à des questions de science et non, comme on le croit, de politique (bien que la fausse science ait de vrais effets politiques). Je vais donc prendre un dernier exemple, que j'avais résolu d'écarter, parce qu'il révèle, de manière un peu trop crue et cruelle, les limites sociales de l'entendement des doxosophes. On sait que les non-réponses sont la plaie, la croix et la misère des instituts d'enquête qui s'emploient par tous les moyens à les réduire, à les minimiser, voire à les dissimuler. Vouées donc à rester inaperçues du sondeur qui les refoule dans la cuisine de l'enquête et des consignes aux enquêteurs, ces non-réponses maudites resurgissent sous la plume du « politologue » à travers le problème de l'« abstention », tare de la démocratie, ou de l'« apathie », démission dans l'indifférence et dans l'indifférenciation (« le marais »). On comprend que le sondeur politologue qui voit dans toute critique du sondage, identifié au suffrage universel — l'analogie n'est même pas fausse —, un attentat symbolique contre la démocratie ne puisse soupçonner la question, décisive, que pose à la science, à la politique, et à une science politique digne de ce nom l'existence de non-réponses qui varient selon le sexe — les femmes « s'abstiennent » davantage —, selon la position dans l'espace social — on s'abstient d'autant plus qu'on est plus démuné économiquement et culturellement —, et aussi selon la nature des questions posées — les facteurs inclinant à « l'abstention » sont d'autant plus agissants que les questions posées sont plus ouvertement « politiques », c'est-à-dire plus proches

dans leur lettre et leur esprit des problèmes que se posent les doxosophes ordinaires, sondeurs, politologues, journalistes et hommes politiques. Pour mettre au jour ces vérités simples, mais que dissimulent les évidences de la routine quotidienne du lecteur de quotidiens (« le taux d'abstentions a atteint 30 % »), il fallait donner une valeur positive à cette bavure de l'enquête et de la démocratie, à ce manque, cette lacune, ce néant (que l'on pense au calcul de pourcentages « non-réponses exclues ») et, par un de ces changements de signe, et de sens, qui définit la rupture scientifique avec le sens commun, découvrir que l'information la plus importante réside, en toute enquête d'opinion, dans le taux de non-réponses, mesure de la probabilité de produire une réponse qui est caractéristique d'une catégorie : au point que la distribution des réponses, des oui ou des non, des pour et des contre, qui définit une catégorie quelconque, hommes ou femmes, riches ou pauvres, jeunes ou vieux, ouvriers ou patrons, n'a de sens que second, secondaire, dérivé, en tant que *probabilité conditionnelle* qui ne vaut que par référence à la probabilité primaire, primordiale, de produire une réponse : cette probabilité attachée à une unité statistique définit la *compétence* — au sens quasi juridique du terme — socialement impartie aux agents concernés. La science n'a pas à célébrer ou à déplorer le fait de la distribution inégale de la compétence politique telle qu'elle est socialement définie à un moment donné du temps ; elle doit analyser les conditions économiques et sociales qui la déterminent et les effets qu'elle produit, dans une vie politique fondée sur l'ignorance (active ou passive) de cette inégalité.

Je ne veux pas me faire valoir, mais me faire comprendre : la découverte, au sens vrai, d'une évidence qui, comme on dit, « crevait les yeux » n'était elle-même qu'un point de départ. Il ne suffisait pas de découvrir que la propension à s'abstenir ou à *prendre* la parole — « opiner, dit Platon, c'est parler » — au lieu de la déléguer, *tacitement*, à des mandataires, Eglise, Parti ou Syndicat, ou, mieux, des plénipotentiaires, dotés de la *plena potentia agendi*, des pleins pouvoirs de parler et d'agir en lieu et place des mandants supposés, n'est pas distribuée au hasard ; il fallait encore mettre en relation la propension particulière des plus démunis économiquement et culturellement à s'abstenir de répondre aux questions les plus proprement politiques et la tendance à la concentration des pouvoirs aux mains des responsables qui caractérise les partis fondés sur les suffrages des plus démunis économiquement et culturellement, et notamment les partis communistes. Autrement dit, la liberté dont disposent les dirigeants de ces organisations, les libertés qu'ils

peuvent prendre à l'égard de leurs mandants — et dont témoignent notamment leurs volte-face extraordinaires — reposent fondamentalement sur la remise de soi quasi inconditionnelle qui est impliquée dans le sentiment de l'incompétence, voire de l'indignité politiques, cela même que dévoilaient les non-réponses. Et l'on voit que loin de découler du parti pris de ne reconnaître la démocratie qu'à condition qu'elle soit populaire (comme l'insinue Alain Lancelot), cette découverte d'une relation que le politologue ordinaire ne peut apercevoir — entre autres raisons, parce que sa main droite, qui « analyse » les sondages, ne sait pas ce que fait sa main gauche, qui « analyse » la « vie politique » — conduit au principe de la loi tendancielle qui voue les organisations de défense des intérêts des dominés à la concentration monopolistique du pouvoir de contestation et de mobilisation et qui a trouvé les pleines conditions de son accomplissement dans les « démocraties populaires ». Je devrais, pour parer à tout malentendu, ajouter que cette découverte, au demeurant fort banale, permet de reprendre certaines des analyses classiques que les néomachiavéliens, notamment Mosca et Michels, ont consacrées au fonctionnement des appareils politiques ou syndicaux, sans accepter leur philosophie essentialiste de l'histoire qui inscrit dans *la nature* des « masses » la propension à se laisser déposséder au profit des meneurs, et en gardant à l'esprit que l'efficacité des lois historiques qu'ils naturalisent se trouverait suspendue, ou du moins affaiblie, si venaient à se trouver suspendues, ou affaiblies, les conditions économiques et culturelles de leur opération (1).

J'aimerais avoir convaincu, par cet exemple, que la « critique des sondages », si critique il y a, ne se situe pas sur le terrain, politique, où la situent ceux qui se mettent en devoir de les défendre, pensant échapper par là, selon une stratégie éprouvée, à la critique proprement scientifique. Et que si la critique scientifique doit en ce cas, plus que jamais, prendre la forme d'une analyse sociologique de l'institution, c'est que les limites de la pratique scientifique sont, comme c'est toujours le cas, mais à des degrés différents, inscrites pour l'essentiel dans les contraintes qui pèsent sur l'institution et, à travers elle, sur les cerveaux de ceux qui en participent. Outre qu'elle est de bonne méthode et de bonne guerre, puisqu'elle décharge les personnes de responsabilités qui ne leur incombent nullement (à l'inverse des stratégies de « politisation » qui usent d'arguments sournoisement *ad hominem*), cette analyse a pour vertu d'inciter à neutraliser les

(1) Cette analyse est plus complètement développée in P. Bourdieu, La représentation politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1981, 36-37, p. 3-24.

effets des mécanismes qu'elle décrit. Il s'ensuit en effet que les institutions de recherche appliquée ne peuvent échapper à l'emprise des contraintes du marché qu'en se dotant des conditions matérielles et intellectuelles de l'*autonomie scientifique*. Ce qui suppose une transformation de la représentation que les demandeurs se font de la science, et l'apparition d'une nouvelle espèce de demande, propre à exiger et à permettre l'accumulation des ressources propres — banques de données mais aussi de concepts, de méthodes, de techniques — qui sont la condition de l'indépendance à l'égard de la demande, et notamment de la libre réinterprétation des problèmes posés.

Cette accumulation initiale peut être favorisée par l'association (déjà pratiquement engagée) à des équipes qui, étant institutionnellement dotées des conditions (au moins *négatives*) de l'autonomie, ont le loisir et la liberté de s'adonner à la recherche pour la recherche et qui gagneraient sans doute aussi beaucoup à sortir de l'univers sans obligations ni sanctions de la recherche que l'on dit pure. En matière de science, comme en matière d'art ou de littérature, la conquête de l'autonomie est une entreprise collective et s'il est des « héros libérateurs » qui, par leur lucidité et leur travail, font avancer plus que d'autres la cause de la liberté, c'est seulement au niveau du champ de production dans son ensemble, des régularités et des règles qui s'y instaurent, des institutions propres qui s'y établissent, que s'accomplit l'institution de l'autonomie par rapport aux demandes et aux contraintes externes, qu'elles viennent de l'économie ou de la politique. Dans ce processus, l'affranchissement des institutions les plus directement subordonnées aux demandes externes — et au nombre desquelles il faudrait inclure les grandes bureaucraties scientifiques d'Etat, comme l'INSEE — et le détournement d'une partie de l'énergie scientifique qu'elles recèlent vers les exercices économiquement injustifiables et bureaucratiquement dérisoires de la recherche fondamentale (qui n'est réellement pratiquée, il faut le déplorer, que par une toute petite fraction de ceux qui ont le privilège de pouvoir s'y livrer) auraient d'immenses effets scientifiques et politiques. Je pense par exemple que l'imposition à toutes les institutions produisant des données sur commande d'Etat d'un certain nombre d'exigences minimales, que certaines d'entre elles — au premier rang desquelles la SOFRES — commencent à s'imposer spontanément, en matière d'échantillonnage et surtout de recollection et de codage des variables explicatives fondamentales, constituerait une petite révolution sociale propre à produire d'énormes effets scientifiques — surtout si, par une forme quelconque de dépôt

légal les données ainsi recueillies étaient rassemblées et archivées dans une banque de données accessible aux chercheurs, donc justifiables d'innombrables analyses secondaires, dont les résultats pourraient être réinvestis dans l'amélioration des problématiques et des instruments d'analyse (et notamment, comme cela s'est fait à l'INSEE, des codes). Je n'ignore pas les obstacles, principalement sociaux, qui donnent à cette évocation des airs d'utopie. Cela dit, et ma présence dans ce livre l'atteste, la confrontation capable de mettre en marche ce processus peut s'engager dans la lucidité sur la divergence des intérêts et sur la puissance, propre à inspirer l'indulgence mutuelle, des contraintes extérieures et surtout intérieures.

RÉSUMÉ. — *Le succès que rencontrent les sondages auprès des hommes politiques et des journalistes tient au fait qu'ils sont conformes à la représentation naïve de l'objectivité comme science sans savant.*